

Les trois générations du djihadisme au Kurdistan d'Irak



Adel BAKAWAN

Juillet 2017

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-718-9

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

Couverture : © padchas/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Adel Bakawan, « Les trois générations du djihadisme au Kurdistan d'Irak »,
Notes de l'Ifri, Ifri, juillet 2017.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Adel Bakawan est sociologue, chercheur associé à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Paris, au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS). Il dirige un groupe de recherche sur « Indépendantisme, séparatisme, irrédentisme et construction de l'État » à la Fondation de la Maison des sciences de l'homme (FMSH) de Paris.

Résumé

Cette note a pour ambition de décrire et d'expliquer les changements structurels qui ont affecté trois générations de djihadistes au Kurdistan d'Irak : la génération du jihad des années 1980, celle d'Ansar Al-Islam dans les années 2000 et celle des Kurdes de l'État islamique (EI) ou Daech dans les années 2010. Comment les transformations idéologiques se sont-elles produites chez ces acteurs islamistes kurdes ? Comment ont-ils abandonné le projet de l'islamisme initial pour entrer dans le djihadisme, passant du paradigme de la réislamisation de la société par le bas, au paradigme du contrôle de l'État par le djihad ? La perception de la menace de la troisième génération djihadiste par le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), et la stratégie de réaction de ce dernier seront également examinées, mettant en lumière les fragilités de la gouvernance kurde irakienne, excessivement dépendante de son alliance avec Washington.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LA PREMIÈRE GÉNÉRATION DJIHADISTE AU KURDISTAN IRAKIEN ...	7
De l'islamisation de la question kurde à la « kurdistanisation » de la question islamiste	7
LA DEUXIÈME GÉNÉRATION DJIHADISTE	12
Le passage à l'internationalisation du djihadisme.....	12
LA TROISIÈME GÉNÉRATION DJIHADISTE.....	16
Les Kurdes de Daech	16
CONCLUSION	22

Introduction

Le Kurdistan irakien, connu jusqu'alors comme une région stable et sécurisée¹ dans un Moyen-Orient chaotique et ébranlé², a été frappé par une vague d'attentats en 2016. Entre septembre et décembre de cette année-là, on a enregistré cinq opérations terroristes, conduites par 249 Kurdes djihadistes ralliés à l'État islamique (EI) ou Daech, dont 47 ont été tués et 43 arrêtés par le Gouvernement régional du Kurdistan³ (GRK). Sur une population de cinq millions d'habitants, le Kurdistan irakien aurait en fait fourni à l'EI, 2 000 djihadistes⁴. Et depuis le lancement de l'offensive sur Mossoul le 17 octobre 2016⁵, il s'apprête comme de nombreux pays de la région et un certain nombre de pays européens à faire face à son pire cauchemar : le retour au pays des djihadistes kurdes. Si un ensemble de menaces pèsent sur les dirigeants du GRK – crise économique et sociale, division politique entre les partis concurrents du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani⁶, éventualité d'une nouvelle guerre civile, intervention des pays voisins –, le retour des Kurdes de Daech est aujourd'hui la menace la plus pesante.

Pour comprendre le phénomène et son impact sur le GRK, une grille d'analyse sociohistorique est indispensable. Le djihadisme kurde a derrière lui 37 années d'une histoire mouvementée. Apparu en 1980, il est l'une des conséquences de la transformation de l'islamisme au Kurdistan⁷. Ce dernier est né dans les années 1950, à Halabja, une ville située à environ

1. O. Weber, « L'exception kurde », *Le Point*, 27 janvier 2005, www.lepoint.fr (consulté le 8 janvier 2017).

2. E. Rogan, *Histoire des Arabes : de 1 500 ans à nos jours*, [trad. M. Bessières], Paris, Perrin, 2013.

3. A. Bakawan, « Au Kurdistan irakien, la grande confrontation pourrait bien opposer forces chiites et kurdes », *Le Monde*, 6 janvier 2017, www.lemonde.fr.

4. Depuis janvier 2015, je dirige pour la fondation Dabran un groupe de recherche sur les Kurdes de Daech. La Fondation a constitué une base de données régulièrement enrichie, que sa Direction générale a mise à notre disposition dans le cadre de notre recherche ; qu'elle en soit remerciée. Nous avons ainsi identifié à ce jour les profils de 257 Kurdes de Daech, mais les différents services du GRK nous confirment que cette population se monte à 2 000 individus ; chiffre confirmé par Mala Bakhtyar, chef du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan, pendant un entretien avec l'auteur le 20 janvier 2017.

5. D. Papin, J. Grandin, P. Breteau, *et al.*, « Comment la bataille contre l'État islamique s'organise-t-elle autour de Mossoul ? », *Le Monde*, 17 octobre 2016, www.lemonde.fr.

6. S. Bahadin, « La division du Kurdistan et la guerre civile sont tout à fait possibles », *Rudaw*, 7 février 2017, www.rudaw.net. Rencontre-débat avec les intellectuels kurdes.

7. A. Bakawan, *L'Islamisme en mutation. Une étude pluridisciplinaire sur la mouvance islamiste kurde*, Paris, EHESS, 2010 (thèse de doctorat sous la direction d'Olivier Roy).

240 kilomètres au nord-est de Bagdad et à 15 kilomètres de la frontière iranienne⁸. Pendant une longue période, l'islamisme kurde se situait dans un processus « d'irakisation », acceptant l'hégémonie totale des Frères musulmans irakiens. Les Frères kurdes pensaient, parlaient et vivaient *irakiens*, s'organisant sur le modèle de leur ennemi juré : le parti communiste d'Irak⁹. Leur objectif était bel et bien la réislamisation de la société par le bas, avec pour unique méthode la *Da'wa*¹⁰ (appel à l'islam), et la mosquée était le lieu par excellence de cette réislamisation. De 1950 à 1980, le paradigme dominant n'était pas le contrôle de l'État, la révolution, le djihad ou d'une manière générale la violence, mais bien la reconstruction de l'individu kurde selon un programme de socialisation religieuse élaboré minutieusement à Bagdad par les Frères musulmans et appliqué littéralement à Halabja, capitale de l'islamisme kurde¹¹.

Comment les transformations idéologiques se sont-elles alors produites chez les acteurs islamistes kurdes, les faisant passer du paradigme de la réislamisation de la société par le bas, à celui du contrôle de l'État par le djihad ? Quelles sont les interconnexions entre la génération du djihad des années 1980, celle d'Ansar Al-Islam dans les années 2000 et celle des Kurdes de Daech dans les années 2010 ? Cette note d'analyse a pour ambition de mettre en perspective ces trois générations du djihad au Kurdistan et de déterminer les caractéristiques propres à l'identité singulière de chaque génération¹². La perception de la menace de la troisième génération djihadiste par le GRK, et la stratégie de ce dernier face à ses « démons » seront ensuite évoquées. L'alliance profonde, scellée en 2001, entre les États-Unis et le GRK face aux acteurs djihadistes kurdes et internationaux sera ainsi soumise à une lecture critique. Cette alliance a sauvé deux fois le GRK de la menace directe des djihadistes : en 2003 contre Ansar Al-Islam et en 2014 contre Daech, entraînant une dépendance structurelle des forces de sécurité kurdes vis-à-vis de Washington ; dépendance qui met en évidence l'extrême fragilité du GRK.

8. M. Karzan, *Jinosâidî Halabja le mydîa cihanîekanda* (« Le génocide d'Halabja dans les médias internationaux »), Sulaymaniyah, Éditions Assya, 2016.

9. Sur le Parti communiste irakien, lire H. Batatu, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq: A Study of Iraq's Old Landed and Commercial Classes and of its Communists, Ba'athists, and Free Officers*, Princeton, Princeton University Press, 1989.

10. Pour comprendre ce concept coranique, lire M. Ali Amir-Moezzi (dir.), *Dictionnaire du Coran*, Paris, Robert Laffont, 2007, p. 69.

11. M. De Postis, « Le Kurdistan irakien : une autonomie contrôlée », *Revue internationale et stratégique*, n° 1/2003 (vol. 49), p. 130-137.

12. Ce travail est le fruit de plus de dix ans de recherche de terrain sur l'islamisme et le djihadisme au Kurdistan. Plusieurs techniques méthodologiques (entretien, observation, analyse de discours, analyse des archives, des données quantitatives) ont été déployées, car nous sommes convaincus que seule la complémentarité des approches qualitative et quantitative peut déboucher sur une cartographie proche de la réalité des acteurs étudiés.

La première génération djihadiste au Kurdistan irakien

De l'islamisation de la question kurde à la « kurdistanisation » de la question islamiste

En 1979, trois facteurs majeurs ont affecté l'islamisme kurde dans son idéologie, son paradigme et son organisation. Cette année-là, Saddam Hussein devient président de la République irakienne ; il déploie dès ce moment une violence politique sans précédent¹³, et les Frères musulmans (FM) font partie de ses premières victimes. Dans l'imaginaire de Saddam Hussein, les FM sont considérés comme une menace sunnite, partageant la même base sociale que le parti Baas, d'où l'obsession de les éradiquer. Au pic de la répression, deux événements majeurs vont bouleverser, pour les Frères musulmans kurdes (FMK), 30 années de mobilisation islamiste : la proclamation du djihad contre l'occupation soviétique en Afghanistan¹⁴ et la fondation de la République islamique en Iran¹⁵.

Lorsque les Afghans déclarent le djihad, toutes les composantes de l'Organisation internationale des Frères musulmans (OIFM) se mettent en ordre pour les soutenir¹⁶. Tout d'abord, les appareils médiatiques de l'OIFM reconnaissent officiellement la légitimité du djihad afghan et diffusent l'appel partout dans le monde. Ensuite, les réseaux financiers de l'OIFM s'implantent sur la terre du djihad et se mettent à travailler sur des projets multiples. Enfin, les Frères sont autorisés à rejoindre « la caravane du djihad¹⁷ ». Ce soutien multiforme inspire les FMK : ils rencontrent, dans les années 1980, les dirigeants de l'OIFM à Dubaï pour défendre l'idée du djihad contre l'Irak de Saddam Hussein, mais l'OIFM rejette cette perspective et va jusqu'à menacer les FMK d'exclusion. Le Kurdistan n'est

13. K. Makiya, *Republic of Fear: The Politics of Modern Iraq Updated Edition*, Berkeley (CA), University of California Press, 1998. Voir également M. Naïm, « Saddam Hussein, le pouvoir par la terreur », *Le Monde*, 30 décembre 2006, www.lemonde.fr (consulté le 10 février 2017).

14. O. Roy, *L'Afghanistan. Islam et modernité politique*, Paris, Seuil, 1985.

15. F. Khosrokhavar, *Anthropologie de la révolution iranienne : le rêve impossible*, Paris, L'Harmattan, 2000.

16. J.-P. Filiu, *Les Neuf Vies d'Al-Qaïda*, Paris, Fayard, 2009.

17. A. Azzam, connu comme le fédérateur des Afghans arabes et le théoricien du djihad afghan est un des dirigeants des FM. Son principal ouvrage, *Rejoins la caravane*, qui a été traduit en plusieurs langues, demande aux jeunes Frères de ne pas tarder et de rejoindre dès qu'ils peuvent la caravane du djihad en Afghanistan. Voir des extraits de ce livre dans : G. Kepel, *Al-Qaïda dans le texte*, Paris, PUF, 2008.

pas l'Afghanistan, il fait partie de l'Irak, et même si le régime de Saddam Hussein opprime les FM irakiens, il représente la seule résistance crédible à l'extension de la domination chiite sur les Sunnites. Le déstabiliser serait donc un « péché¹⁸ ». Choqués par cette approche stratégique de la situation irakienne, la majorité des FMK choisissent alors la confrontation avec l'OIFM. Ils mettent pour la première fois en avant la question kurde en la comparant à la cause afghane, assimilent le Baas à un régime « mécréant¹⁹ » qui occupe le Kurdistan, et le comparent au régime communiste qui occupe l'Afghanistan.

Cette opposition des récits engendre rapidement le déplacement du paradigme : les FMK passent d'un projet de réislamisation de la société par le bas, avec la *Da'wa*, à un projet de libération du Kurdistan du régime baassiste, directement inspiré du djihad afghan (un peuple en guerre pour sa libération), et devant déboucher sur la mise en place d'une République islamique, dans une version kurde et sunnite, avec le voisin iranien comme modèle. Les intellectuels djihadistes de cette époque commencent à chercher dans la tradition islamique, notamment dans le Coran et la Sunna, des sources de légitimation d'un djihad « national » destiné à libérer une « Nation » opprimée par un pouvoir « oppresseur²⁰ ».

Ce déplacement de paradigme chez les FMK, de la *Da'wa* douce au djihad radical, de la réislamisation par le bas à la réislamisation par le haut, de l'éducation à la révolution, de la construction de l'individu musulman à la construction de l'État islamique, impose également un divorce organisationnel. Les acteurs de cette génération djihadiste, qui se sentent trahis par leurs Frères arabes, coupent toute relation organisationnelle et hiérarchique avec l'OIFM, avant même que cette dernière prenne l'initiative de les exclure officiellement. Un protagoniste important raconte cette rupture :

« En 1987, Osman Abdelaziz, le chef des FMK, devenu Guide suprême du djihad kurde, reçoit pour la dernière fois une lettre de l'OIFM qui lui demande de renoncer à son projet de djihad contre l'Irak de Saddam Hussein en guerre avec l'Iran chiite de Khomeiny. Devant les membres de son bureau politique, Osman Abdelaziz lit la lettre à haute voix, puis déchire la première ligne qui commence par "Au nom de Dieu clément et

18. Entretien de l'auteur avec Moushir Galali, un des dirigeants du djihad kurde de la première génération, qui réside désormais à Londres, 25 septembre 2009.

19. Fatih Krekar (connu sous le nom de Mollah Krekar) est un des théoriciens du djihadisme kurde. Dans son livre majeur, *Al Haraka al Islamia fi Kurdistan al Irak [Le Mouvement islamique au Kurdistan d'Irak]* (Kurdistan d'Irak, MIK, 1995), il reprend à son compte le projet de l'islamisme radical et le « kurdistanise ».

20. Entretien de l'auteur avec Aboubakr Ali, un des intellectuels les plus connus de la mouvance islamiste *frériste* au Kurdistan, le 22 avril 2016, à Suleimanyiah.

miséricordieux”, et enfin met le reste sous ses pieds en disant :
 “Je suis un musulman kurde djihadiste. Je suis un homme libre, ils n’ont pas à me donner des ordres.” »²¹

Rupture idéologique, rupture paradigmatique, rupture organisationnelle, ainsi commence l’histoire de la première génération djihadiste kurde. Quelles sont ses caractéristiques principales ?

Tout d’abord, leur direction générale est placée sous la domination des *oulémas* (théologiens sunnites) islamiques. Dans la tradition kurde, pour devenir *alim* (savant), il faut passer par les écoles islamiques, dénommées en kurde *houjra*, où l’on étudie 12 disciplines différentes, de l’apprentissage du Coran à la philosophie. Les *oulémas* (pluriel de *alim*) encadrent fermement les actions djihadistes des militants ; ils sont leur caution islamique auprès du peuple. Cette direction est constituée exclusivement d’hommes âgés de 45 à 60 ans. La base militante passe quant à elle par le filtre de la réislamisation ; pratiquante et engagée, elle a une vision claire de son action. Alors que les femmes sont complètement absentes de la direction générale²², la base militante de cette génération est tout à fait mixte : « Il est vrai qu’on ne remarquait pas les femmes au front, les armes à la main, mais elles avaient la charge du reste de notre action djihadiste²³. » La formation universitaire des militants est un autre trait remarquable. Tandis que la majorité des membres de la direction générale était le produit des *houjra* (écoles islamiques), la majorité absolue des militants vient des écoles de la République. De formation bac + 3 à bac + 8, souvent en sciences exactes, ils savent parfaitement dans quelle société et contre quel pouvoir ils poursuivent le djihad. Enfin, ils rejettent le terrorisme comme arme de combat, admettant une séparation nette entre le territoire du djihad et celui du terrorisme :

« Nous étions en guerre contre l’armée du régime baasiste et non contre la société, c’est pourquoi nous n’avons jamais tué un civil, jamais de voiture piégée ou d’explosion dans les rues, même pas de prise d’otage, nous voulions un État islamique, pas un État terroriste²⁴. »

Vingt ans plus tard, le terrorisme deviendra la principale arme des djihadistes de la deuxième et de la troisième génération.

21. Entretien de l’auteur avec Irfan Abdelaziz, le chef actuel du Mouvement islamique du Kurdistan, qui fait partie du GRK et dispose d’un siège au Parlement, le 22 septembre 2016, à Suleimanyiah.

22. Conformément à la tradition kurde, la femme n’a pas le droit d’être *alim* au sens religieux : diriger la prière collective dans une mosquée, ou prononcer le prêche du vendredi.

23. Entretien de l’auteur avec Moushir Galali, *op. cit.* [18].

24. Entretien de l’auteur avec Irfan Abdelaziz, *op. cit.* [21].

En guerre contre l'État irakien dans les années 1980, installés dans les montagnes des deux côtés de la frontière irako-iranienne, les djihadistes kurdes, regroupés autour du Mouvement islamique au Kurdistan (Bzotnawa²⁵), se retrouvent soudainement en 1991 dans un Kurdistan libéré de « l'occupation²⁶ » irakienne. Dans ce territoire, aussitôt dirigé par un Gouvernement régional du Kurdistan²⁷, deux projets entrent en confrontation. D'un côté, celui des djihadistes de Bzotnawa qui avaient pour objectif l'islamisation de la question kurde ; de l'autre, celui des nationalistes de l'UPK de Jalal Talabani et du PDK de Massoud Barzani, qui s'étaient lancés dans un processus de kurdistanisation de la question islamiste. Depuis un siècle, de Sherif Pasha²⁸ à Massoud Barzani, la question kurde était portée par les acteurs nationalistes, qui avaient établi un véritable système de gestion des symboles sacralisés. Le but des djihadistes était de s'approprier ce système et de le transformer à leur profit, pour islamiser la question kurde et devenir les représentants de la cause nationale, comme les djihadistes afghans l'avaient fait dans leur propre contexte. Mais les djihadistes kurdes ont trouvé en face d'eux un ensemble d'acteurs nationalistes qui non seulement faisaient bloc pour empêcher la réalisation de ce rêve d'islamisation, mais voulaient au contraire « kurdistaniser » la question islamiste. Conscients du poids de la carte islamiste, les acteurs nationalistes kurdes ne souhaitaient pas se débarrasser des djihadistes de la première génération, mais bien les adopter, en les intégrant dans le système politique du GRK²⁹.

Les porteurs de ces projets concurrents se sont confrontés idéologiquement, à travers des conférences, débats, rencontres ; mais aussi militairement, avec deux épisodes de guerre civile entre 1993 et 1996. Pendant cette période, les forces armées de l'UPK de Jalal Talabani ont détruit toutes les bases militaires des djihadistes, le Guide suprême Osman Abdelaziz a été capturé et plus de 1 000 combattants ont été tués³⁰.

25. A. Bakawan, thèse de doctorat, *op. cit* [7].

26. Entretien de l'auteur avec Salahadin Bahadin, le chef de l'Union islamique du Kurdistan (Yekgrtu), à Erbil, le 20 septembre 2013. Un observateur étranger pourrait être surpris d'apprendre que les islamistes kurdes considèrent leurs Frères arabes sunnites comme des occupants, mais ce discours reflète bel et bien la réalité de la première génération djihadiste.

27. Sur les conditions de la libération du Kurdistan en 1991, lire C. Kutschera, *Le Défi kurde ou le rêve fou de l'indépendance*, Paris, Bayard Jeunesse, 1997.

28. Sherif Pasha (1865-1951) est un acteur politique qui a représenté le peuple kurde au début du XX^e siècle en Europe, notamment à Paris. Lire C. Kutschera, *Le Mouvement national kurde*, Paris, Flammarion, 1992.

29. Entretien de l'auteur avec Mala Bakhtyar, le chef du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan, à Paris, le 20 janvier 2017.

30. Ces chiffres ont été fournis par Moushir Galali, cadre dirigeant de la première génération djihadiste kurde (*op. cit* [18]).

Il faut aussi rappeler que le sud du Kurdistan irakien est un territoire d'influence de l'Iran, qui le surveille tout particulièrement et accompagne son évolution politique : la stabilisation, la pacification et le contrôle de cette région sont indispensables pour la sécurité nationale iranienne. L'Iran y est aussi bien l'allié des djihadistes de la première génération que de l'UPK de Talabani, laïque et nationaliste ; ainsi, la République islamique s'est impliquée dans le processus de pacification des relations entre djihadistes et nationalistes kurdes, encourageant l'intégration au GRK des djihadistes, qui disaient ainsi adieu à leur rêve initial : la fondation d'un État islamique au Kurdistan. Ils sont alors devenus ministres, directeurs généraux des ministères, députés...³¹ : c'est la victoire du projet de kurdistanisation de la question islamiste.

31. Le chef du bureau militaire Abdel Star Majid devient ministre de l'Agriculture ; le théoricien du djihadisme kurde Ali Bapir devient député de l'Assemblée nationale irakienne ; Marwan Galali, l'homme le plus radical de cette génération, devient président du groupe parlementaire de Komal, l'organisation qui regroupe la majorité des anciens djihadistes. Voir le site officiel du GRK : <http://cabinet.gov.krd>.

La deuxième génération djihadiste

Le passage à l'internationalisation du djihadisme

L'échec du projet d'islamisation de la question kurde et l'intégration des principaux protagonistes de la première génération dans un système politique forgé par le PDK et l'UPK a entraîné la radicalisation d'un ensemble d'acteurs sur un nouveau mode. Issus de la matrice islamiste initiale, mais très minoritaires, ceux-ci refusent catégoriquement la « capitulation » devant les nationalistes et souhaitent radicaliser l'action djihadiste en prenant pour modèle le mouvement Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden. Mollah Krekar, idéologue qui a connu le djihad afghan et a travaillé pendant plusieurs années avec Abdallah Azzam³², incarne cette nouvelle radicalisation³³.

Le 1^{er} septembre 2001 ces radicaux, qui ont quitté Bzotnawa, se regroupent dans une nouvelle organisation désignée comme Jund Al-Islam (« Les soldats de l'islam »). Dix jours plus tard, le 11 septembre 2001, des membres d'Al-Qaïda commettent à New York et Washington les attentats majeurs que l'on connaît. Le 7 octobre 2001, les opérations militaires américaines contre les Talibans débutent en Afghanistan³⁴. Le 5 décembre 2001, Jund Al-Islam fusionne avec le groupe de Mollah Krekar pour former l'organisation Ansar Al-Islam³⁵. Le marqueur le plus signifiant de cette nouvelle organisation est sa méthode : pour la première fois dans l'histoire moderne du Kurdistan irakien une organisation adopte le terrorisme

32. Abdallah Azzam est internationalement connu comme le théoricien du djihad afghan. Pour en savoir plus, lire J.-P. Filiu, *op. cit.* [16].

33. Né 1961, Krekar, de son vrai nom Naimadin Faraj, fait partie d'une famille nombreuse (sept frères et quatre sœurs), d'origine sociale modeste (son père était policier et sa mère femme au foyer). À 17 ans, il devient peshmerga du PDK. Après l'échec de la révolte de Moustafa Barzani en 1975, Krekar emprunte le chemin des Frères musulmans kurdes. Au milieu des années 1980, il émigre d'abord en Iran, puis au Pakistan où il enseigne à l'université d'Abubakri Salafi. De retour en Afghanistan vers la fin des années 1980, il s'intègre dans le djihad de la première génération tout en essayant de le radicaliser. Il devient en 2001 le chef d'Ansar Al-Islam, puis est arrêté en 2002 par les autorités iraniennes à l'aéroport de Téhéran et transféré vers la Norvège. Il est actuellement en résidence surveillée en Norvège, où il a perdu son statut de réfugié politique (acquis en 1990). Son pays d'accueil attend que la situation se stabilise en Irak pour l'expulser du territoire. Voir l'entretien de Krekar avec la Revue *Standard*, en langue kurde, Erbil, 18 août 2008.

34. J.-C. Jauffret, *Afghanistan 2001-2010*, Paris, Autrement, 2010.

35. A. Bakawan, *Binakrdnî komelayetyanê tyrorism [La construction sociale du terrorisme]*, Suleimanyiha, Éditions Sardam, 2007, p. 360.

comme arme de combat et le met en œuvre de manière spectaculaire (égorgement des otages devant des caméras, attentats-suicides, voitures piégées, etc.³⁶).

Assiste-t-on alors à l'émergence d'une deuxième génération djihadiste ? Une bonne partie des effectifs d'Ansar Al-Islam est issue du Bzotnawa d'Osman Abdelaziz, mais Krekar est le seul d'entre eux qui ait eu le statut de membre de la Direction générale (DG). Les oulémas qui étaient aux commandes du Mouvement islamique du Kurdistan écartaient en effet régulièrement les radicaux de la DG pour deux raisons principales : leur faible formation en sciences religieuses et leur âge, car ils étaient considérés comme trop jeunes pour assumer des responsabilités sensibles³⁷. Toutefois, dans le contexte chaotique des années 1990 au Kurdistan (guerre civile, crise économique, corruption généralisée, écarts de richesse sans précédent entre classes sociales, ouverture rapide sur le monde extérieur³⁸), les exclus de la DG ont réussi à mettre en place plusieurs camps d'entraînement dans lesquels ils ont entrepris de former les combattants de la deuxième génération.

À l'opposé des membres de la DG de la première génération, aucun cadre dirigeant d'Ansar Al-Islam ne sortait des *houjra* et n'était identifié comme savant islamique. Dans le meilleur des cas, on a pu qualifier certains d'entre eux d'« intellectuels islamistes³⁹ » ; ils détenaient en fait un savoir littéraliste du salafisme djihadiste, synthétisé dans quelques manuels simplistes. Le combattant avait pour instruction d'appliquer littéralement le programme religieux énoncé dans ces manuels. Notre base de données révèle que les cadres dirigeants de cette génération avaient entre 25 et 36 ans (à l'exception de deux personnes), tandis que 74 % de la base militante appartenait à la tranche d'âge des 14-28 ans. Alors que les femmes étaient très présentes dans la base militante de la première génération, les salafistes djihadistes de la deuxième génération refusaient catégoriquement toute forme de visibilité des femmes, désormais assignées à la maison. Mais l'élément qui différencie le plus ce groupe par rapport à la première génération est l'éviction de toute référence à la kurdicité : ce qui se passe au Kurdistan est maintenant considéré comme un épisode dans le grand feuilleton du djihad international. Avec Ansar Al-Islam, on passe d'un paradigme de djihad national, version Osman Abdelaziz, à un

36. Voir le communiqué de presse d'Ansar Al-Islam, publié dans l'hebdomadaire *Hawlati*, n° 53, le 24 décembre 2001.

37. Entretien avec Moushir Galali, *op. cit.* [18].

38. É. Picard, « Les Kurdes et l'autodétermination. Une problématique légitime à l'épreuve de dynamiques sociales », *Revue française de Science politique*, Paris, 49^e année, n° 3, 1999. p. 421-442.

39. D. Bénichou, F. Khosrokhavar et P. Migaux, *Le Jihadisme. Le comprendre pour mieux le combattre*, Paris, Plon, 2015, p. 114.

paradigme de djihad international, version Oussama Ben Laden. C'est dans cette logique qu'en 2002 Ansar Al-Islam devient officiellement la branche d'Al-Qaïda au Kurdistan⁴⁰.

Changement d'idéologie : passage de l'islam des oulémas traditionnels kurdes à l'islam du salafisme djihadiste. Changement de paradigme : de la nationalisation du djihad à son internationalisation. Changement organisationnel : l'évolution depuis Bzotnawa (registre local) vers Al-Qaïda (registre global) fait de l'émergence d'Ansar Al-Islam un moment de rupture dans la structuration du djihadisme au Kurdistan.

Force est de constater que l'arrivée massive des djihadistes d'Al-Qaïda à Byara au début de 2002⁴¹, après la destruction de leur base en Afghanistan par les Américains, illustre concrètement la globalisation du djihadisme kurde et son renforcement, réalité inquiétante à la fois pour le GRK et pour les USA. Deux personnages de premier plan symbolisent la *hijra* (émigration) des djihadistes vers un Kurdistan considéré comme la nouvelle terre de l'internationale du djihad : Abou Moussab Al-Zarqaoui et Abou Wael Al-Ani. Le premier deviendra, après l'invasion de l'Irak en 2003 par l'armée américaine, le leader du djihadisme radical en Irak et l'homme le plus recherché de la planète avec Oussama Ben Laden⁴². En revanche, pendant son séjour au Kurdistan, chez les djihadistes d'Ansar Al-Islam, il restera discret et apportera son soutien uniquement en coulisse : pas d'apparition médiatique, pas de discours devant des partisans, ni de volonté d'imposer son leadership à la direction d'Ansar. Quant à la présence dans la zone d'Abou Wael, officiellement désigné par Washington comme l'agent de liaison entre Oussama Ben Laden et Saddam Hussein, elle deviendra un mystère, voire un mythe. Les États-Unis l'ont présenté comme un élément de preuve de la coopération du régime irakien avec une organisation terroriste internationale – ce qui contribuait à légitimer sa dissolution. Mais Abou Wael a-t-il vraiment fait le lien entre le dictateur laïc et le salafiste djihadiste ? Arabe sunnite de formation universitaire (faculté de droit), Abou Wael, de son vrai nom Saadoun Mahmoud Al-Ani, a rejoint les services de renseignement du régime irakien au début des années 1980. Après la défaite de l'armée irakienne en 1991 face aux alliés, il a comme bien d'autres quitté l'Irak de Saddam Hussein pour l'Afghanistan d'Al-Qaïda. Compte tenu de son expérience dans le domaine du

40. A. Bakawan, *op. cit.* [35].

41. Pour une bonne visualisation du déploiement de la deuxième génération djihadiste au sud du Kurdistan irakien, notamment dans la région de Hawraman, voir la cartographie des djihadistes kurdes réalisée avec le service Cartographie du quotidien *Le Monde*, 6 janvier 2007, www.lemonde.fr.

42. La prime promise par les États-Unis pour la capture de Zarqaoui, mort ou vif, finit par égaler en 2004 les 25 millions de dollars assignés pour celle de Ben Laden. Voir J.-P. Filiu, *op. cit.* [16], p. 157 ; X. Raufer, « L'État islamique, objet terroriste non identifié », *Outre-Terre*, n° 3/2015 (vol. 44), p. 31-44.

renseignement, il est rapidement devenu un homme clé dans l'organisation d'Oussama Ben Laden⁴³. Grand orateur⁴⁴ possédant une très bonne maîtrise du Coran et de la Sunna, personnage imposant aussi bien physiquement qu'intellectuellement, Abou Wael disposait des compétences nécessaires pour devenir un leader. Après l'invasion de l'Afghanistan en 2001, il a repris le chemin de l'Irak en direction de la ville de Byara de Mollah Krekar, où il a retrouvé son compagnon de lutte Abou Moussab Al-Zarqaoui. Puis il a quitté Ansar Al-Islam en 2003 pour créer une nouvelle organisation, Ansar Al-Sunna. À ce jour, nous ne disposons d'aucune preuve montrant qu'il a joué pendant tout ce temps le rôle d'agent de liaison entre le régime baasiste et Al-Qaïda – ce qui n'a pas empêché Washington⁴⁵ d'avancer cette accusation pour légitimer l'occupation de l'Irak.

C'est dans ce contexte que l'armée américaine planifie l'invasion de Byara avec l'opération Viking Hammer. Le 21 mars 2003, des missiles de croisière américains pleuvent sur le territoire contrôlé par les djihadistes de la deuxième génération. Des forces spéciales américaines⁴⁶, accompagnées de plusieurs milliers de Peshmergas de l'UPK de Jalal Talabani, partent à l'assaut des positions djihadistes ; Byara tombe aux mains des Américains et des Kurdes le 1^{er} avril 2003. Environ 200 djihadistes sont tués et 700 se replient en Iran⁴⁷. Quelques mois plus tard, ils reviennent en Irak et s'intègrent dans l'organisation Al-Qaïda en Irak, créée par Abou Moussab Al-Zarqaoui.

43. Informations recueillies à partir d'une base de données de la fondation Dabran, basée à Suleimanyiah.

44. Dans le lien ci-après, on peut écouter un de ses discours, prononcé le 15 juin 2010 : <https://archive.org> (consulté le 19 février 2017).

45. Le 20 février 2003, Éric Leser, en analysant le discours du secrétaire d'État américain Colin Powell sur l'éventuel lien entre Bagdad et Byara, écrivait : « Un Irakien, connu sous le nom d'Abou Wael servirait d'agent de liaison entre Ansar Al-Islam et les services secrets de Bagdad. Un lien toutefois contesté même au sein de la CIA. Et pour Robert Malley, directeur du programme pour le Moyen-Orient de International Crisis Group, il n'y a pas de doute que ce groupe a apporté beaucoup de malheur dans la zone qu'il contrôle. Mais c'est une région qui échappe au pouvoir de Bagdad et nous ne voyons pas de preuve d'une alliance stratégique avec Saddam Hussein. » in « Les islamistes kurdes d'Ansar Al-Islam peuvent être liés à Al-Qaïda », *Le Monde*, 8 février 2003, www.lemonde.fr (consulté le 20 février 2017).

46. B. Philip, « Les États-Unis ont ouvert un front nord au Kurdistan », *Le Monde*, 25 mars 2003, www.lemonde.fr (consulté le 20 février 2017).

47. C. Kutschera, « L'ascension d'Ansar Al-Islam », *RFI*, 16 mars 2004, www1.rfi.fr (consulté le 20 février 2017).

La troisième génération djihadiste

Les Kurdes de Daech

Pendant que l'Irak administré par Paul Bremer, le nouveau « maître de Bagdad⁴⁸ », sombre dans la violence et l'insécurité, le Kurdistan irakien « nettoyé » de ses démons radicaux connaît une stabilité et une sécurité remarquables. Fort d'une croissance économique de 12 %, en grande partie due à la manne pétrolière – qui constitue 94 % de son économie, le GRK devient rapidement l'interlocuteur privilégié des acteurs extérieurs, à la fois politiques et économiques. Près de 800 firmes étrangères s'y implantent, dont 500 viennent de la Turquie voisine, mais aussi des États-Unis (Exxon Mobil, Chevron) ou d'Europe (Total, Schneider, Carrefour, Lafarge, Auchan), grâce notamment à une loi très généreuse sur les investissements, en vigueur depuis 2006⁴⁹. Si les sites internet des ministères des Affaires étrangères des pays occidentaux déconseillent alors à leurs concitoyens de se rendre en Irak, le Kurdistan échappe à cette interdiction car il est identifié comme le nouveau Dubaï de l'Irak⁵⁰. Une trentaine de pays de la région, mais aussi des pays européens, y ouvrent des consulats⁵¹. Pendant cette période le Kurdistan irakien devient même, pour la première fois de son histoire, terre d'accueil pour des migrants venant d'Afrique subsaharienne⁵² ; c'est également la première fois que les immigrants kurdes installés dans des pays occidentaux rentrent massivement pour investir et participer au développement de leur région d'origine.

Territoire de guerre depuis un siècle, le Kurdistan irakien se transforme en zone touristique, non seulement pour les Irakiens arabes épuisés par les attentats, mais aussi pour les touristes d'autres pays, notamment des Iraniens en quête d'un lieu sécurisé où consommer du sexe

48. P.-J. Luizard, « Irak : du premier au second mandat. L'effondrement d'un système postcolonial », *Le Débat*, n° 126, 4/2003, p. 62-75.

49. « Au Kurdistan Irakien, Erbil vit son boom loin des bombes », *AFP*, 23 juin 2013, www.institutkurde.org (consulté le 25 février 2017).

50. N. Woolf, « Is Kurdistan the Next Dubai? », *The Guardian*, 5 mai 2010, www.theguardian.com (consulté le 25 février 2017).

51. En 2013, le nombre des consulats à Erbil arrive à 33. Voir le site officiel du GRK : <http://cabinet.gov.krd>.

52. Avant l'occupation de 2003, la présence des Africains noirs était rare au Kurdistan irakien ; à partir de 2005, elle devient un phénomène socio-économique que nous avons observé pendant nos travaux de recherche sur le terrain.

et de l'alcool⁵³. C'est aussi le moment où le système politique du GRK connaît une véritable ouverture et où une opposition prend forme. Les élections se tiennent régulièrement et le Parlement devient un lieu de débat entre différents partis. En 2013, la répartition des sièges se fait entre eux de la manière suivante : 38 sièges pour le PDK, 24 pour Goran, 18 pour l'UPK, 10 pour Yekgirtu, 6 pour Komal et 1 pour Bzotnawa⁵⁴.

Mais le contexte régional évolue profondément. À partir de la fin de l'année 2010, le monde arabe connaît une série de mouvements de révolte dont certains tournent à la révolution, en Tunisie, Égypte, Lybie, Yémen, Bahreïn, Syrie et dans l'Irak sunnite. Ces événements viennent bouleverser la totalité d'un système régional jusque-là fondé sur des rapports de forces intra- et interétatiques figés. Émerge alors, dans le monde arabe et aussi en Occident, un discours public sur la naissance d'un « homme nouveau », démocrate, laïque et occidentalisé, qui remet en cause la thèse de l'exception islamique régionale⁵⁵. On pouvait alors difficilement imaginer que l'intuition de cet homme nouveau s'incarnerait en Abou Bakr Al-Baghdadi, le futur calife de Daech. C'est pourtant bien la figure de ce dernier, modèle d'acteur hyper-radicalisé, qui s'imposera sur la scène à moyen terme. En Irak, en Syrie, au Yémen, en Libye – et même en Égypte et en Tunisie, cette figure transforme le moment de la révolution en moment du rêve de l'installation du Califat. Le 10 juin 2014, Mossoul, la plus grande ville sunnite irakienne, tombe aux mains de Daech ; le 29 du même mois, Al-Baghdadi est désigné comme le Calife de tous les musulmans du monde⁵⁶.

La société kurde est comme les autres affectée directement par l'implosion non seulement des États, mais aussi des sociétés au Moyen-Orient. À partir de février 2011 de grandes manifestations de la jeunesse sont organisées contre le GRK ; des confrontations se produisent avec les forces anti-émeutes, la contestation est écrasée dans le sang par les

53. En 2012, le nombre de touristes au Kurdistan arrive à deux millions. Voir R. Aziz, « Les touristes au Kurdistan », *Rudaw*, 28 janvier 2014, www.rudaw.net (consulté le 25 février 2017).

54. Goran, Mouvement du changement (fondé en 2009, dirigé par Nawshirwan Moustafa) ; Yekgirtu, Union islamique du Kurdistan (branche des FMK, 1994) ; Komal, Groupe islamique du Kurdistan (200, Ali Bapir) ; Bzotnawa, Mouvement islamique du Kurdistan (1987). Pour le rapport détaillé sur le nombre des sièges de chaque parti, voir le site officiel du Parlement régional du Kurdistan : www.kurdistan-parliament.org.

55. Z. Yahia, « Les révolutions du monde arabe : la fin du mythe de l'exception », *Maghreb- Machrek*, 4/2011 (n° 210), p. 49-60. Voir également H. Ben Hammouda, « L'orientalisme et les révolutions tunisienne et égyptienne : pourquoi ne l'ont-ils pas aimée la révolution ? », *Confluences Méditerranée*, 2/2011 (n° 77), p. 63-74.

56. P.-J. Luizard, *Le piège Daech. L'État islamique ou le retour de l'Histoire*, Paris, La Découverte, 2015.

Peshmergas⁵⁷, et l'on assiste à l'irruption d'une nouvelle génération djihadiste. Début 2012, les forces de sécurité kurde s'inquiètent du départ des jeunes Kurdes vers le théâtre syrien ; en 2013, les départs s'organisent de manière régulière ; dès 2014, l'existence des Kurdes de Daech est considérée comme une menace majeure, à la fois interne et externe, pour le GRK. En 2016, le Kurdistan irakien est secoué par une série d'attentats de différents types : voitures piégées, attentats-suicides, bombes isolées, etc. À la fin de cette même année, 249 Kurdes de Daech essaient de contrôler les armes à la main la ville de Kirkuk, alors qu'en 2013 deux djihadistes seulement avaient tenté des attaques au Kurdistan. En 2013, seulement deux Kurdes de Daech avaient été tués à l'intérieur des frontières du GRK ; en 2016, ce nombre monte à 47⁵⁸.

Qui sont ces Kurdes de Daech : une prolongation de la deuxième génération djihadiste ou bien une génération de rupture ? Quel est leur nombre estimé, comment se radicalisent-ils, et à quel degré le filtre du salafisme participe-t-il à cette radicalisation ? Le GRK doit désormais traiter la menace que constituent ces enfants de la Nation passés de l'autre côté : le retour des djihadistes kurdes pourrait-il déstabiliser le système politique et économique du GRK ?

Au début du mois d'août 2014, le GRK partage 1 025 kilomètres de frontières avec Daech. Plus compliqué, environ 2 000 jeunes Kurdes ont choisi de militer parmi les soldats du nouveau Calife Al-Baghdadi, pourtant arabe sunnite, s'engageant ainsi contre leur propre société et leur propre gouvernement.

Cette nouvelle génération djihadiste est, à plusieurs niveaux, différente des deux précédentes. Tout d'abord, de Bzotnawa à Ansar Al-Islam, on pouvait identifier des leaders charismatiques qui incarnaient le djihad. L'un des marqueurs importants de la nouvelle génération est justement l'absence de leader fédérateur : on ne trouve pas parmi eux de nouveau Osman Abdelaziz, grande référence de l'islam sunnite kurde, ni de Mollah Krekar, théoricien de l'islamisme radical qui pouvait mobiliser la foule autour des thèses qotbistes⁵⁹. Une autre différence majeure concerne le lieu de la radicalisation. Tandis que les militants de la première et de la deuxième génération se radicalisaient dans les mosquées connues comme

57. Pour les lecteurs francophones, sur la contestation de la nouvelle génération kurde face au GRK, voir : A. Quesnay, « Le mouvement de protestation au Kurdistan irakien », *Noria*, 17 mars 2012. www.noria-research.com (consulté le 26 février 2017).

58. Toutes les données présentées dans cette partie viennent de notre base de données sur les Kurdes de Daech, constituée avec le soutien de la fondation Dabran basée à Suleimanyiah.

59. Sayyid Qotb (1906-1966), a développé un ensemble de thèses sur le territoire de l'islam et le territoire de la mécréance. Il est la référence par excellence des acteurs djihadistes depuis sa pendaison le 29 août 1966 par Gamal Abdel Nasser. Voir : G. Kepel, *Jihad, op. cit.* [19].

appropriées par les mouvements islamistes (mosquée Jihad à Suleimanyiah, mosquée Ibn Taymiyya à Halabja, etc.), les militants de la troisième génération se radicalisent sur Facebook. Le niveau culturel des militants se transforme ainsi : alors que leurs prédécesseurs apprenaient le Coran et la Sunna, source de légitimation de leur action djihadiste, les militants de la troisième génération n'ont pas cette culture religieuse. Ils ne parlent pas l'arabe et ne se soucient pas de l'apprendre. Ainsi, ils n'ont pas accès aux textes sacrés car les Kurdes préfèrent ne pas traduire les textes sacrés⁶⁰. Au Kurdistan, l'arabe, comme l'anglais, est une langue étrangère enseignée à l'école ; or, 83 % de ces nouveaux djihadistes n'ont aucun diplôme. On dispose par ailleurs peu d'éléments sur leurs origines sociales et leurs activités : 27 % d'entre eux sont au chômage, 41 % sont ouvriers ou employés, 25 % étudiants, 7 % seulement d'entre eux occupent des postes de fonctionnaires avant de s'engager auprès de Daech. Une autre caractéristique remarquable est leur âge : ils sont extrêmement jeunes, 75 % d'entre eux ayant entre 14 et 29 ans.

En termes d'idéologie, nous sommes face à un vide total : 68 % des membres de cette génération Facebook ne se sont jamais rattachés à une idéologie de type islamiste ou laïque avant leur rencontre avec Daech⁶¹. Seuls 23 % d'entre eux sont passés, selon nos enquêtes, par le filtre d'un salafisme *a minima*, qui se traduit dans leurs habitudes vestimentaires : ils portent la barbe, une calotte et un *qamîs* qui s'arrête au-dessus des chevilles⁶². Leur lien avec les mouvements islamistes intégrés dans le système politique du GRK est aussi très faible : seuls 6 % sont passés par l'un des trois mouvements islamistes kurdes connus (Yekgrtu, Komal, Bzotnawa). Cette dernière donnée permet de nuancer la thèse qui considère que le passage par l'islamisme légal est un quasi préalable pour entrer dans le radicalisme⁶³.

60. Il y a bien quelques traductions du Coran, mais elles n'ont jamais été prises au sérieux par les islamistes.

61. Il faut noter qu'au Kurdistan irakien, comme dans la plupart des pays du Moyen-Orient, les deux catégories islamistes/laïque sont mobilisées comme grille de lecture pour déchiffrer l'appartenance des acteurs. La laïcité n'est pas uniquement un principe juridique, mais une catégorie idéologique, en guerre contre l'islamisme. Voir : P.-J. Luizard, *Laïcités autoritaires en terre d'Islam*, Paris, Fayard, 2008.

62. Les entretiens réalisés par les membres de mon équipe avec ces acteurs, dans les prisons du GRK, démontrent que pour cette catégorie le salafisme se manifeste dans les trois symboles : une barbe, une calotte et un *qamîs* qui s'arrête au-dessus des chevilles. En revanche, ils sont rarement capables de prononcer un verset coranique en arabe.

63. A. Bakawan, « La déconversion des mouvements islamistes », Colloque « Autoritarisme, terrorisme et démocratie au Moyen-Orient », Paris, Sénat, KESCC, 6 octobre 2016, www.senat.fr. Pendant ce colloque, j'ai été frappé par le niveau d'amalgame de certains commentateurs politiques, mais aussi universitaires, entre les acteurs islamistes intégrés dans le système politique (Ennahdha en Tunisie ou Yekgrtu au Kurdistan) et les acteurs terroristes de type Daech ou Al-Qaïda. Il est vrai que les islamistes et les

Jeune, sans diplôme, sans idéologie, d'origine sociale défavorisée, cette génération devient progressivement une menace directe pour la sécurité et la stabilité du GRK, notamment après l'échec militaire de Daech dans ses territoires actuels entre l'Irak et la Syrie. Ces jeunes récemment radicalisés qui n'ont rien à perdre⁶⁴, sont en effet en mesure de réaliser des attentats sur l'ensemble du territoire du Kurdistan irakien. D'Erbil, la ville la plus sécurisée, jusqu'au dernier village sur la frontière irako-iranienne, en passant par Suleimanyiah, Halabja, Darbanikhan, Ainkawa, Rania, on constate une capacité d'action remarquable de ces nouveaux acteurs « rien à perdiste ». De 2013 à 2016, 287 terroristes de la troisième génération ont mené 14 opérations majeures à l'intérieur des territoires kurdistanais contrôlé par le GRK. Ils ont tué 37 personnes et en ont blessé 135. Le nombre des terroristes tués s'est élevé à 56 ; 60 ont été capturés par les services de sécurité du GRK. Les opérations réalisées étaient de nature diverse : attentat-suicide, voiture piégée, attaque surprise contre les institutions, assassinat politique, etc.

La perception et le traitement de cette menace par le GRK évoluent rapidement. Plusieurs personnalités kurdes en charge de la question du terrorisme au Kurdistan (ministres, députés, responsables de la sécurité dans les deux zones d'influence du PDK et de l'UPK) nous ont livré leur analyse sur ce point. Le contenu des entretiens révèle que la répression par tous les moyens semble être la seule stratégie adoptée par le GRK, qui n'accorde aucune importance à la question de la déradicalisation. Selon Massoud Barzani, le GRK dépense 60 % de son budget à la guerre contre l'EI⁶⁵. Les deux grandes agences de renseignements, Parastn et Zanyari⁶⁶, reçoivent une grande part de ce budget ; mais sur l'ensemble du territoire du GRK, il n'existe pas un seul centre de recherche scientifique sur la radicalisation, le terrorisme, la violence et encore moins sur la sortie de la violence.

terroristes ont en partage l'islam ; toutefois, dans l'imaginaire politique des terroristes, le danger des acteurs islamistes intégrés dans le système politique n'est pas moindre que celui des acteurs laïques.

64. Ce constat du « je n'ai rien à perdre » revient régulièrement dans les entretiens réalisés avec les Kurdes de Daech dans les prisons du GRK : 175 heures de paroles de djihadistes, transcrites en kurde et disponibles sur notre base de données.

65. Entretien avec Massoud Barzani, *Rudaw*, 23 janvier 2017, www.rudaw.net (consulté le 24 janvier 2017).

66. Le PDK et l'UPK ont également partagé entre eux la question du renseignement. Le premier gère l'agence Parastn et le second l'agence Zayari. La coordination entre les deux est très faible ; elles se comportent comme si elles faisaient partie de deux gouvernements différents. On lit même dans les médias des accusations réciproques sur des sujets très sensibles entre Massrour Barzani, le président de Parastn et fils cadet de Massoud Barzani, et Lahur Sheikh Jangi, le président de Zanyari et neveu préféré de Jalal Talabani. Pour plus d'information sur ce sujet, voir : www.youtube.com, Policy Forum du Washington Institute entretien avec Lahur Talabani, le 3 novembre 2015.

Il n'est pas certain que cette stratégie soit efficace sur la durée. En 2003, quand la deuxième génération djihadiste d'Ansar a été militairement écrasée avec l'aide des forces spéciales américaines et éliminée, le GRK s'était persuadé que le djihadisme au Kurdistan appartenait à l'histoire et que la société kurde était purifiée de sa « pathologie⁶⁷ » djihadiste. Dix ans plus tard, cette même société a produit une troisième génération de djihadistes, les Kurdes de Daech, plus nombreux que les islamistes de la deuxième génération : Ansar Al-Islam ne comptait que 700 membres, les Kurdes de Daech sont près de 2 000.

67. Entretien cité de l'auteur avec Mala Bakhtyar. Les mots entre guillemets ont été prononcés par Mala Bakhtyar et reflètent parfaitement la culture politique de la classe dirigeante kurde.

Conclusion

Pourquoi devient-on djihadiste au Kurdistan ? La question est d'autant plus légitime que, dans le grand récit des acteurs nationalistes kurdes⁶⁸, le « peuple kurde » est généralement présenté comme une victime de l'invasion islamique il y a 1 400 ans : il s'est converti à l'islam sous la menace de l'épée, et aujourd'hui son territoire est occupé par les musulmans arabes (en Irak et en Syrie), turcs (Turquie) et persans (Iran). Comme leurs pairs du début de l'islam, les musulmans du monde moderne sont revenus, au nom de la même religion, accomplir leur œuvre de destruction du peuple kurde par l'opération Anfal (génocide des Kurdes ordonné par Saddam Hussein). Ces mêmes musulmans ont utilisé les armes de destruction massive à Halabja et ont anéanti 2 000 villages kurdes uniquement en Irak. Dans les années 1970, les nationalistes kurdes ont ainsi développé une rhétorique officielle contre les Arabes irakiens : selon la parole populaire : « Nous ne voulons plus de votre Coran, nous vous le renvoyons sur le dos d'un chameau. »

Dans ce même récit, repris par la majorité des pays occidentaux, les Kurdes sont mis en scène comme un peuple ami et laïque, engagé dans la guerre globale contre le terrorisme islamique. Certains parlent même d'exception kurde au Moyen-Orient⁶⁹. Pourtant, l'écart est considérable entre ce grand récit construit idéologiquement par les nationalistes et la réalité sociale kurde. Nous avons exploré dans d'autres articles les différents niveaux de cet écart⁷⁰. Nous continuons donc de nous interroger sur la pertinence et la crédibilité de ce récit : si telle est la réalité de la société kurde, comment expliquer les 37 ans d'histoire du djihadisme au Kurdistan, la présence envahissante de l'idée du djihad de génération en génération, le passage de relais des militants de Bzotnawa à Ansar ou/et Daech ?

Les appareils médiatiques des nationalistes kurdes sont mobilisés pour minimiser les origines kurdes de ces djihadistes : « ce ne sont pas de vrais Kurdes » ou « ils viennent d'ailleurs ». Ce déni évite de traiter les faits. Or, force est d'admettre que le djihadisme s'est implanté durablement

68. A. Ali, *Le Nationalisme kurde*, Erbil, Éditions Rojhalat, 2008.

69. O. Weber, *op. cit.* [1].

70. A. Bakawan, « L'échec du nationalisme kurde : fragmentation, partisanisation, milicisation », *Confluences Méditerranée*, n° 100, 1/2017, p. 89-100.

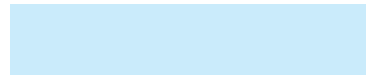
dans la société kurde. Les djihadistes kurdes ne viennent pas d'Afghanistan ou d'Arabie Saoudite, mais de la profondeur de la société kurde : ils sont les enfants du même peuple, naissant dans les mêmes villes et villages. Leur seule langue, surtout pour la troisième génération, est le kurde, ils ont été éduqués dans les écoles du GRK, même s'ils n'ont pas réussi à y obtenir de diplôme. Ces militants djihadistes font bel et bien partie intégrante d'une société kurde irakienne qui, à 94 %, est musulmane sunnite depuis plus d'un siècle. L'islam est en réalité le principe régulateur des schèmes de pensée et des cadres d'actions de cette société.

Toutefois, ce principe est pluriel, il est configurant, mais en même temps configuré selon les réalités des acteurs. Il y a un lien dynamique entre les acteurs djihadistes et l'islam : c'est au nom de l'islam que les Kurdes de Daech se font exploser dans des voitures piégées. Cependant, ce lien est une construction *situationnelle*, non *structurelle*. L'islam ne parle pas, il est parlé dans la trajectoire des acteurs. Mais cette trajectoire se fait en interaction avec la culture de la violence dans l'histoire et le présent de la société kurde : le Kurdistan, au moins depuis un siècle, est un territoire de feu et de sang, un front de guerre entre les nationalistes kurdes et plusieurs États de la région ; depuis l'avènement des révolutions du monde arabe, il est périodiquement le théâtre de conflits entre la jeunesse kurde et son gouvernement. Les nouvelles formes de violence diffusées surtout à travers les réseaux sociaux sont également en cause : l'imaginaire des djihadistes est débordé par les scènes hollywoodiennes de violence. Parallèlement à tous ces facteurs, l'émergence de nouvelles classes sociales, la mise en marche tragique des mécanismes de l'exclusion sociale et de la marginalisation (toute une génération livrée à la rue, sans espoir, sans diplôme, fragile et précaire⁷¹) sont des éléments constitutifs de la trajectoire des djihadistes kurdes. Et enfin, l'intégration des trois mouvements islamistes majeurs (Yekgrtu, Komal, Bzotnawa) dans le système politique du GRK a déçu et continuera de décevoir nombre d'acteurs islamistes qui pensent donner un nouveau sens à leur vie dans le radicalisme. Le fait que des islamistes, souvent très jeunes, quittent les partis politiques pour rejoindre l'État islamique ou Al-Qaïda est plutôt le signe d'une intégration réussie des mouvements islamistes de la première

71. En 2008, au moment où le développement économique du GRK montait en puissance, nous avons dirigé un groupe de recherche au Kurdistan sur la jeunesse et ses rapports avec l'univers politique. De Zakho à Halabja, en passant par Dohok, Erbil, Kirkuk et Sulaymaniyah, nous avons interrogé 5 366 personnes. À la question : « Parmi les acteurs suivants, lequel est le mieux placé pour représenter vos intérêts ? », 91 % des enquêtés pensaient que les partis politiques n'étaient pas bien placés pour représenter leurs intérêts ; 96 % pensaient qu'il en était de même du Parlement et du gouvernement ; 21 % accordaient leur confiance aux syndicats. Les résultats de cette recherche ont été publiés dans un livre en kurde : A. Bakawan, *Komalgäirech [La Société noire]*, Sulaymaniyah, Éditions Andesha, 2013.

génération dans le système politique kurde, alors que les acteurs nationalistes les accusent régulièrement d'avoir fabriqué des militants capables de s'intégrer dans les organisations terroristes...

Dans tous les cas, les huit facteurs de radicalisation de la jeunesse kurde, cités ci-dessus (islam, culture de la violence, globalisation de la violence, réseaux sociaux, révolutions du monde arabe, exclusion sociale et intégration des mouvements islamistes dans le système politique) mériteraient d'être l'objet d'une analyse plus approfondie, à laquelle nous espérons travailler à l'avenir.



ifri

institut français
des relations
internationales

